Samedi 5 et dimanche 6 novembre 1977 – No 763

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

DIMANCHE
A LA MUTUALITE
de 13h à 24h

OCTOBRE aujourd'hui

RASSEMBLEMENT NATIONAL DE L'HUMANITE ROUGE

LA SONACOTRA IGNORE LA LOI ET LA LOI PROTEGE LA SONACOTRA

Il est une formule qui revient souvent dans les tribunaux, «nul n'est censé ignorer la loi», formule qui sert à condamner bien des personnes précisément ignorantes des méandres des lois bourgeoises. Et bien cette formule s'applique de façon disciminatoire, confirmant une fois de plus le caractère de classe de la justice.

En effet, suite à la plainte déposée par des résidents contre la société Sonacotra, en juin 1976, plainte qui mit plus de neuf mois à être instruite, le non-lieu a été prononcé il y a de cela un mois.

C'est ce que rappelait dans une conférence de presse, jeudi, le Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra, en donnant les motifs du non-lieu (pas d'inculpation) : la Sonacotra ne pouvait pas savoir quelle juridiction s'applique à son statut social, elle n'a donc pas commis de délit.

Voilà le scandale, la Sonacotra, société de prestations de services et qui le mentionne dans ses textes (par exemple son rapport d'activité de 1973) a pratiqué des augmentations successives de prix (plus 100 % entre 1972 et aujourd'hui) alors que la loi, en matière de prestations de service, imposait un blocage des prix du 31 décembre 1971 au 1er mars 1975, sauf dérogation spéciale. Or, il n'y a jamais eu dérogation et la plainte contre la Sonacotra pour pratique de prix illicites (illégaux) est donc fondée.

Seulement voilà, la direction de la Sonacotra (55 % du capital appartient à l'État) dont trois ministères font partie (Finances, Travail, Équipement) prétend ne connaître son statut que depuis le 24 juin 1976, par une circulaire du ministère des Finances, rédigée 10 jours après le dépot de la plainte comme par hasard. Et le juge d'instruction lui donne raison, alors que divers textes administratifs et les procès pour

Hausse des prix

LES MONOPOLES RESPONSABLES

Barre pontifiait sur le petit écran jeudi soir. D'un ton docte, cet expert en sauvegarde des profits des monopoles venait avouer son incapacité à freiner la hausse des prix en dépit de ses affirmations : plus 0,9 % de hausse pour le seul mois de septembre, plus 7,4 % de janvier à septembre.

Les secteurs les plus vitaux pour les masses populaires sont les plus durement touchés : déjà 11,5% d'augmentation des produits alimentaires pour cette année ; la hausse est particulièrement brutale pour les fruits et légumes (plus 18,4% depuis janvier) la pâtisserie (plus 6,4 % pour les seuls trois derniers mois).

Tout le baratin gouvernemental ne peut cacher cette dure réalité, liée à l'existence du système capitaliste, qui s'attaque de plus en plus brutalement au pouvoir d'achat des travailleurs.

IL fallait donc trouver des responsables à qui faire porter le chapeau de cette situation. C'est chose faite pour Barre. Il y a d'abord – hélas on ne peut plus rien contre eux ! – les pays du tiers monde, producteurs de matières premières, qui ont eu l'impudence d'augmenter le prix du pétrole, du cacao, du café qu'on avait l'habitude de leur piller pour trois fois rien !

Il y a ensuite les petits paysans, pas raisonnables, qui exigent toujours une augmentation des prix à la production.

Il y a enfin les petits commerçants qui, comme chacun sait, réalisent d'énormes marges bénéficiaires, réduisant quasiment les monopoles de l'alimentation et de la distribution à la misère.

Et pour couronner le tout, le doigt accusateur pointé sur les télespectateurs Barre s'exclame : «La lutte contre l'inflation doit être une œuvre collective, nous y avons tous une part de responsabilité !» Tous ! Les chômeurs, les ouvriers, les petits paysans qui vivent de plus en plus mal, mangent de moins en moins de viande, de légumes frais, de fruits. Ils sont coupables d'oser réclamer la 5e semaine de congés payés, des augmentations de salaires et des prestations sociales. Pour terminer un appel paternel en direction des femmes, des ménagères, qui connaissent bien cette question. La lutte contre la hausse, c'est d'abord leur affaire, affirme Barre sans sourciller.

Et la presse aux ordres de la bourgeoisie, s'empresse de s'extasier ! Quelle fermeté ! Quel langage ! Quel homme ! Capable de s'opposer de front à une partie des électeurs, à 5 mois des élections !

En fait, tout ce baratin a bien un but électoral : faire oublier que les responsables de la hausse des prix et de la misère accrue du peuple sont les monopoles qui nous gouvernent et qui prétendent gérer leur crise sur le dos des travailleurs en empochant d'énormes profits.

A cela, une seule riposte : le développement des luttes ouvrières et populaires pour imposer une augmentation générale des salaires et des revenus des petits paysans.

HOMMAGE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE 17

Au fond du Palais d'Hiver, Kérenski et son gouvernement provisoire tremblent. Depuis qu'ils se sont assis dans le fauteuil du tsar aprés l'insurection de février 1917 Kérenski et sa bande n'ont toujours pas réussi à controler le pays. Pas de quiétude pour ceux qui gouvernent contre le peuple.

Partout à l'appel du parti bolchévik de Lénine et de Staline, les ouvriers, les paysans pauvres, les soldats révolutionnaires créent des soviets : ils élisent leurs délégués, se réunissent et préparent l'insurection armée, la révolution prolétarienne.

Ce qu'ils veulent ? «Le pain, la paix, la terre!» Que les travailleurs mangent à leur faim ! Qu'on en finisse avec la boucherie de 1914-1918 Qu'on donne la terre à ceux qui la travaillent ! Ce qu'ils veulent ? la dictature du prolétariat ! Le pouvoir aux prolétaires, le bonheur pour les travailleurs !

Dans la nuit du 25 au 26 Octobre, les gardes rouges prennent d'assaut le Palais d'hiver. C'en est fini de Kérenski comme, c'en est fini du tsar ! C'est la premiére révolution prolétarienne victorieuse dans le monde !

Les marins se préparent à l'assaut. Bientôt, les Gardes rouges (ouvriers, soldats et marins révolutionnaires) prendront le Palais d'hiver. (Photo Archives HR).

• URSS
Manifestations en Lituanie

Le correspondant à Moscou de l'agence Reuter vient de publier une information selon laquelle des affrontements de plusieurs heures auraient récemment eu lieu à Vinius entre un groupe de manifestants lituaniens et des policiers et agents du KGB.

L'affrontement a eu lieu le 10 octobre dernier dans la capitale de la Lituanie au cours d'un match de football.

Les spectateurs ont manifesté aux cris de «Les Russes dehors». Les policiers et les agents du KGB sont immédiatement intervenus pour procéder à des arrestations. Mais la foule des spectateurs s'est interposée pour les en empêcher. Puis elle s'est répandue dans les rues de la ville, incendiant des véhicules de la police et arrachant les banderoles et affiches de propagande gouvernementale.

Carillo censuré

Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti révisionniste espagnol a déclaré à l'AFP n'avoir pas été autorisé par les dirigeants du Kremlin à prendre la parole au cours de la cérémonie officielle qui commémorait hypocritement le 60e anniversaire de la Révolution d'Octobre à Moscou.

«Je ne suis pas intervenu parce qu'on ne m'a pas donné la parole», a-t-il affirmé.

Carrillo qui s'est depuis longtemps déjà appliqué à jouer les francs tireurs, indépendants de Moscou – dans les limites très précises toutefois – n'est pas mécontent, apparemment, de cet incident qui lui confère un masque «libéral» aux yeux de la bourgeoisie espagnole, réticente à lier son char à celui de Moscou. Il faut dire que Carrillo n'avait pas ménagé ses efforts pour se faire reconnaître par ses pairs de la grande bourgeoisie, allant même jusqu'à faire présenter son livre «L'Eurocommunisme et l'État», par Manuel Fraga Iribarne, l'ancien ministre de Franco.

A quelques semaines des élections municipales espagnoles, l'incident de Moscou, qui manifeste la grogne des révisionnistes soviétiques devant la fronde de ses sujets survient à point pour parfaire l'auréole de respectabilité dont cherche à s'entourer Carrillo.

«Il critique le programme nucléaire, EDF veut le licencier»

Louis Puiseux, cadre supérieur à EDF et ancien membre du PCF, fut au début des années 70 plutôt partisan du programme nucléaire. Aujourd'hui, il le remet en question, particulièrement le surrégénérateur, compte tenu des risques qu'il fait courir.

Il a rédigé un livre : «Le Babel nucléaire» qui fournit beaucoup d'arguments concrets remettant en cause le programme nucléaire de la bourgeoisie. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de parler du contenu de ce livre dans une de nos prochaines éditions.

Quelques jours avant la parution du livre en librairie, la Direction générale d'EDF demande à Louis Puiseux de donner sa démission ou de se mettre en disponibilité avant la sortie du livre.

Voilà les méthodes de la bourgeoisie à l'égard de ceux qui s'opposent à sa politique, fussent-ils cadres supérieurs. L'attaque portée à un cadre connu laisse entrevoir ce que peut-être le sort de tous ceux, moins connus, qui à EDF comme ailleurs, critiquent le programme électro-nucléaire de la bourgeoisie. Louis Puiseux a refusé le marchandage et décidé de faire connaître la répression dont il est l'objet. Nous le soutiendrons comme nous soutenons tous ceux qui sont en butte à la répression bourgeoise.

• Crèches-Nanterre

350 familles refusent l'augmentation

350 familles des Hauts de Seine refusent depuis plusieurs mois de payer les nouveaux tarifs de garde en créche collective, tarifs qui ont été décidés par le conseil général.

Le prix de la journée est passée en début d'année de 29 à 37 F maximum. En outre les réductions dont bénéficient certains fonctionnaires, notamment les agents de l'Éducation nationale, ont été supprimées. Ainsi que l'affirme l'Association des parents d'enfants des créches, une famille ayant un revenu mensuel de 5 400F, doit payer 800 F par mois pour la garde d'un enfant. On imagine la dépense que doit représenter une telle garde pour une famille d'ouvriers.

Les familles continuent à payer les anciens prix.

PRISONS

Les mutinés de Brest en justice

Quatorze parmi la soixantaine de mutinés de la prison de Brest devaient comparaitre mercredi devant le tribunal de grande instance de Brest, en flagrant délit.

Ils sont considérés par la justice comme les «meneurs». Ils sont accusés de violences à agents, de dégradation d'édifice public au terme de la loi anti-casseurs.

Rappelons que samedi dernier une soixantaine de détenus s'étaient barricadés dans la prison au deuxième étage et avaient séquestré deux gardiens. Ils protestaient contre les mauvaises conditions de détention (entassement dans les cellules, chauffage défectueux etc..) Les flics étaient violemment intervenus contre eux.

THEATRE POUR ENFANTS

«Une poupée de chiffon», piéce reprise dans une nouvelle adaptation par le Théâtre des jeunes années (théâtre du 8e à Lyon) va être représentée dans plusieurs villes de France. Reprise ? Parce que c'est une piéce chilienne de Jorge Gajardo crée en 1970 au Chili du temps de l'unité populaire.

C'est la vie du bidonville où ses habitants jouent leur réalité face à la bourgeoisie. Les enfants pourront en voyant la piéce, avoir une vision de la lutte des classes et de la solidarité des gens du peuple.

On comprend que certains personnages sont des chômeurs. On nous raconte l'histoire d'une poupée de chiffon, fabriquée par un vannier pauvre qui par nécessité la vend à un marchand plein d'ambition. Cette poupée est rachetée trés cher par une dame riche pour sa fille qui la casse et la jette aux ordures. C'est la fillette pauvre qui la recueille, la soigne avec l'aide des habitants du bidonville.

A qui appartiennent les objets ? à ceux qui les achétent ou à ceux qui en prennent soin ?

Pour le déterminer, on assiste au jugement rendu par un juge corrompu acheté par la dame riche et épaulé par un policier balourd ; mais le peuple fait entendre sa voix et impose sa volonté : la justice c'est que les richesses produites par le peuple appartiennent au peuple. Certes, l'influence révisionniste, chilienne comme française, conduit à sous-estimer la nécessité d'une lutte acharnée pour y arriver. Avec toutes ses limites, c'est quand même une chose nouvelle de voir une piéce pour jeune public montrer la lutte de classe.

D'aprés un correspondant HR

• St-Domingue

LIBERTES POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET RETOUR DES EXILES!

En République dominicaine (Amérique centrale) la politique antinationale du gouvernement du président Balaguer dure déjà depuis onze années. Au cours de cette période, des milliers de patriotes ont été déportés, un grand nombre d'entre eux assassinés. Des centaines d'exilés se voient interdire la possiblité de rentrer dans leur pays. Leur unique délit est celui d'être des opposants conséquents au gouvernement réactionnaire et antinational qui domine le pays.

Dernièrement, le président de l'impérialisme américain, Jimmy Carter, a osé affirmer que le président Balaguer constitue *«un exemple pour l'Amérique»*. Ravi, le gouvernement dominicain a organisé de son côté une campagne pour se présenter comme un régime libéral et démocratique. Toute cette propagande ne peut cacher la réalité des faits et le sang des patriotes exécutés et torturés. Entre 1966, date à laquelle Balaguer est arrivé au pouvoir, et 1975, on a enregistré une moyenne de cent assassinats d'opposants politiques par an, soit huit par mois, deux par semaines, plus de mille assassinats déjà.

Dirigeants et militants ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels, journalistes, toutes les couches du peuple ont été victimes de cette répression sanguinaire. La police gouvernementale a emprisonné et torturé plus de 100 000 Dominicains, soit 5 % de la population adulte, et en déporte des centaines d'autres qui subissent les dures conditions de l'exil en France, Belgique, Suisse, Italie, Espagne, États-Unis Porto-Rico, Vénézuela, etc.

C'est à ce prix que l'impérialisme américain peut tenir la République dominicaine sous sa botte, avec le service empressé du gouvernement Balaguer. Sous son règne, les investissements américains en République dominicaine ont quintuplé, atteignant en 1975 la somme de 406 millions de dollars. Une seule des grandes compagnies américaines, la Gulf and Western, arrivée à St-Domingue du temps de Balaguer, participe aujourd'hui à plus de 80 entreprises, tient l'administration d'une zone franche industrielle, possède un aéroport privé et, avec 110 610 ha représente le plus gros propriétaire terrien du pays.

En France, ces faits sont dénoncés par le «Comité San Domingo en lutte» qui s'est donné comme tâche principale cette année, d'organiser une campagne de solidarité internationale avec les exilés et les prisonniers politiques dominicains sous le mot d'ordre *«retour des exilés, libertés des prisonniers politiques et respect des libertés démocratiques»*.

Le comité sera présent à la salle Bandoung, le 6 novembre prochain, au rassemblement national des communistes marxistes-léninistes de France pour présenter le combat du peuple de Saint-Domingue contre l'impérialisme et ses laquais.

• Maldives

NON A MOSCOU!

La location de la base de l'Ile de Gan par l'Union soviétique, pour un million de dollars US a été refusée par le gouvernement des Maldives. Cette information a été donnée par le président de la République des Maldives, Ibrahim Nasir, le 26 octobre. Ces îles se situent au Sud de l'Inde. Les Maldiviens ne veulent pas louer leur île de Gan à des fins militaires, ou aux superpuissances, a-t-il déclaré en ajoutant : *«Nous ne pouvons nous placer aux côtés d'aucune superpuissance parce que nous faisons partie des non-alignés»*.

L'URSS avait invoqué une raison d'apparence bien pacifique et inoffensive à l'appui de sa demande de location de l'Ile de Gan : l'entretien de ses bateaux de pêche opérant maintenant partout dans l'océan Indien. Mais la nature des «bateaux de pêche» soviétiques commence à être bien connue dans tout le tiers monde, de même que l'avidité de l'URSS à transformer les ports d'autres pays en bases militaires sous prétexte d'entretenir ses flottes marchandes.

L'Ile de Gan était louée jusqu'à mars de l'année dernière par la Grande-Bretagne qui s'en servait comme base aérienne. Une piste de 8 700 pieds et les autres équipements militaires de la base sont encore en parfait fonctionnement. Bien plus qu'il n'en faut pour d'honnêtes bateaux de pêche !

Depuis longtemps déjà, pays non-alignés et autres pays du tiers monde exigent la transformation de l'océan Indien en une zone de paix et revendiquent le départ des flottes de guerre des superpuissances qui le sillonnent en permanence.

URSS et USA se sont entretenus en juin dernier de la question de l'océan Indien, à Moscou. L'agence Tass a publié à cette occasion de solennelles protestations soviétiques : la «position de principe» soviétique serait qu'il faut démanteler toutes les bases existantes... américaines et ne plus en installer de nouvelles. Sa proposition hypocrite de louer l'île de Gan démontre bien le crédit qu'on peut apporter aux «positions de principe» du social-impérialisme russe.

• URSS

La récolte des céréales en baisse:

Encore le mauvais temps !

Léonid Brejnev a une fois de plus accusé les conditions atmosphériques en annonçant mercredi que la récolte des céréales n'atteindrait cette année que 194 millions de tonnes (soit 30 millions des tonnes de moins qu'en 1976).

Mais au-delà des caprices du temps, il semble bien que l'agriculture soviétique souffre de maux bien politiques. Sur pied, la récolte s'annonçait en effet bonne : le département américain de l'Agriculture dont les prévisions sont en général faibles, l'estimait à 225 millions de tonnes au début de juillet. La récolte soviétique plus que médiocre est déjà invoquée, en URSS pour justifier une limitation des livraisons prévues à la Pologne, elle-même durement touchée cette année par une moisson exceptionnellement mauvaise.

Les USA, par contre, se réjouissent fort de cette situation qui assainira leur propre marché de céréales engorgé par des stocks considérables. Depuis 1975, l'URSS s'est engagée à acheter chaque année un minimum de 6 millions de tonnes de céréales aux USA. Mais avant même que soit connu le mauvais résultat soviétique de cette année, le département américain de l'Agriculture prévoyait que les importations soviétiques seraient au moins deux fois supérieures à ce minimum. Le clan des monopoles américains des céréales, alléché par ces fructueuses transactions, pèse donc trés fort sur la Maison Blanche en faveur d'une politique d'apaisement vis à vis de l'URSS.

• Bolivie

l'organisation bolivienne de défense des droits de l'homme a publié mercredi une liste de personnes, a la solde du gouvernent bolivien, ayant pratiqué la torture en Bolivie au cours des six dernières années.

Certaines d'entres elles sont accusées d'avoir reçu, aux Etats Unis une formation à la torture.

Divers types de tortures sont utilisés en Bolivie : *«Depuis les plus primitives comme les coups de bâtons et de poings jusqu'aux méthodes les plus modernes et scientifiques»*.

De nombreuses personnes ont été torturées en Bolivie et des milliers d'autres de toutes tendances, ont été détenues pour des raisons politiques.

La librairie «Les Herbes sauvages»
70, rue de Belleville
sera ouverte le dimanche 6 novembre

SOUSCRIPTION

«METTRE EN AVANT LES EXEMPLES CONCRETS»

La cellule André Marty du PCMLF (dans la région parisienne) nous fait part de sa décision de donner 2 000 F de contribution à la souscription nationale. Elle indique dans sa lettre : «*Cette somme représente un effort important mais nécessaire de tous les camarades de notre cellule.* » Ils écrivent également qu'«*il faut davantage mettre en avant les exemples concrets*», tels que la lettre sur la contribution de camarades de Nantes. Nous sommes d'autant plus d'accord avec cette remarque, que nous appelons souvent nos lecteurs à nous faire part de leurs initiatives et pour l'instant, nous avons beaucoup trop peu de contributions allant dans ce sens, pour pouvoir davantage passer à l'offensive dans notre presse.

Des lecteurs nous demandent sur quelle période s'étend la souscription ? Voici à ce propos ce qu'écrivait le camarade Jacques Jurquet dans l'éditorial du bimensuel No 10, daté du 24 juillet 1977 : «*Nos soucriptions ont rapporté successivement 4o, 50 , puis 60 millions d'anciens francs PAR AN. (...) L'objectif qu'il est indispensable d'atteindre avant le 31 décembre prochain, s'élève à 60 millions d'anciens francs. Nous n'en avons pas dépassé le tiers pour l'instant*».

Il s'agit bien d'une souscription annuelle.

En effet, en juillet, nous en étions à 13, 5 millions et aujourd'hui, cela tourne aux alentours de 22 millions. Ce qui a induit en erreur, c'est le fait d'avoir recommencé à compter à partir de zéro en septembre sans rappeler le chiffre précédent. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et amis.

Rectificatif : le montant de la collecte des camarades de l'administration et des ouvriers de l'imprimerie s'est monté à 584,50 F et non à 4345 F, comme nous l'avions écrit par erreur.

Budget de l'intérieur

Budget de répression

L'Assemblée nationale a adopté jeudi le budget du ministère de l'Intérieur, présenté par Christian Bonnet. Les crédits accordés à ce ministère ont augmenté de 25 % en un an !

Un des principaux points abordés a bien sûr tourné autour de la question de la violence et de la défense à tout prix de la liberté des exploiteurs.

Bonnet a notamment réaffirmé que la tâche du gouvernement était de défendre les libertés avec détermination face à la montée de la violence tout en maintenant un climat de ferme sérénité qui en assure la protection. A cet égard, il a assuré que le gouvernement ne devait pas faire le «jeu de l'adversaire» en outrepassant la légalité.

La légalité de la bourgeoisie parlons-en ! Le pouvoir la respecte quand ça l'arrange et la met au rancart quand il s'agit de demander l'extradition de l'avocat Klaus Croissant ! En juin 1968, c'est sur cette base de mensonges, d'une falsification de ses propres lois, que la bourgeoisie au pouvoir a prétendu interdire le Parti communiste marxiste-léniniste de France ; le PCMLF étant assimilé — pour la circonstance — à une ligue armée . Bel exemple de «démocratie» que les appels à la délation, comme au temps de Vichy, lancés par Bonnet.

Bonnet a également précisé en ce qui concerne les activités de la police nationale, en 1977, que celle-ci avait consacré 70 % de son temps à des activités opérationnelles !

Pour traduire plus concrètement, parlons de la chasse aux immigrés des opérations antijeunes ou plus récemment, de la chasse aux «terroristes», etc.

Un certain nombre de députés, tant de «gauche» que de droite, ont regretté que les moyens mis à la disposition de la police, même s'ils sont en augmentation substantielle, ne puissent assurer la protection de la population surtout en milieux urbains ! Ainsi, par exemple, Georges Frêche (député socialiste de l'Hérault), qui a déclaré que les conditions de travail de la police se détérioraient au fil des ans en raison de la multiplication des tâches qu'elle doit accomplir. La sécurité dans les villes, a-t-il souligné, passe par l'intensification du système de l'îlotage.

Encore un qui fait référence aux institutions mises en place au moment du régime pro-nazi de Vichy. Pendant ce temps-là, ses compères du PCF font distribuer deux millions de tracts demandant plus de flics ! Il est vrai que le secrétaire national du syndicat autonome de la police est membre de la Fédération de Paris du PCF !

Le pouvoir capitaliste est de plus en plus contesté, c'est en vérité cela que Bonnet appelle «un risque pour la démocratie».

Toujours selon Bonnet, la mission de l'État tourne autour de trois objectifs : le développement de la prévention, la répression de la délinquance, le maintien de l'ordre public et la sécurité de l'État.

Évidemment, sur le dernier point, il n'a pu s'empêcher de parler des «actes terroristes qui constituent une forme particulièrement redoutable de troubles».

«Tout sera mis en œuvre par une adaptation à de nouvelles tâches et une mobilité accrue des personnels de police pour empêcher les minorités violentes de mettre la terreur au service de leurs idées ou de leurs intérêts», a-t-il souligné dans sa conclusion.

On voit donc très clairement que tant la droite que la fausse gauche demande un renforcement de l'appareil de répression. Tout cela au nom de la défense des libertés et de la démocratie. Cela montre aussi que l'appareil d'État est l'instrument de domination d'une classe sur une autre, et que pour la classe ouvrière et ses alliés il n'y a pas d'autre moyen pour se libérer du joug du capital que de monter à l'assaut de la citadelle capitaliste.

• Corse

Quinze personnes interpellées

Quinze personnes ont été interpellées, jeudi matin, au Cap-corse, dans le cadre d'une opération policière menée après l'attentat à l'explosif qui a détruit, dans la nuit du 12 au 13 août dernier, l'émetteur de télévision de Serra-di-Pigno.

Les personnes interpellées au domicile desquelles rien de suspect n'a été découvert, ont été interrogées dans les locaux du SRPJ de Bastia et à la gendarmerie de Luri avant d'être remises en liberté le soir-même. Encore une manœuvre d'intimidation contre le peuple corse qui aura fait long feu !

La France contrainte de reconnaitre l'existence du peuple Saharaoui

Claude Chayet, émissaire du gouvernement français à Alger, a rencontré jeudi des représentants du front Polisario, dont M. Salemm Ould Salek, ministre sahraoui de l'information

M. Omar Hadrani, membre du Conseil exécutif du Polisario était présent à cet entretien, ainsi que M. Mouloud Belhouane, président du Croissant rouge algérien.

Le gouvernement français qui a longtemps nié contre toute évidence, l'existence et la lutte du peuple sahraoui, se voit ainsi contraint d'en prendre acte dans les faits et publiquement.

Les imposteurs

Le PCF commémorait ce jeudi soir à la Mutualité le 60e anniversaire de la Révolution d'Octobre... à sa manière. On pouvait s'y attendre : ce fut d'abord l'affirmation déjà maintes fois répétée que la Révolution d'Octobre, c'est bon pour le peuple russe «miséreux et inculte» mais par pour aujourd'hui et dans nos pays riches et cultivés, où les choses se feront plus «démocratiquement».

Ce fut ensuite et encore plus l'occasion de clamer l'attachement du PCF aux liens étroits qu'il entretient avec le Parti de Brejnev, liens qu'il se propose de resserrer ; ce fut l'occasion de faire la louange de l'URSS de Brejnev et d'annoncer que la France socialiste à la sauce Marchais développerait avec l'URSS la «coopération et la solidarité» sous toutes leurs formes : voilà pour l'internationalisme que l'orateur n'a tout de même pas qualifié de prolétarien ! Ce n'est qu'à ce passage de son long discours que l'orateur en question a trouvé assez de vigueur pour susciter des applaudissements.

Enfin, pour que rien ne manque à ce programme réactionnaire, il y eut bien sûr, le couplet pour condamner les «odieux crimes de Staline» ...

Prolétariat, revue théorique et politique, est paru

Ecrivez, passez vos commandes exclusivement à Prolétariat — BP 320 — 13213 Marseille Cédex 31.
Paiement à l'ordre de : «Prolétariat», le No 14 : 14 F.

SONACOTRA

(Suite de la page une)

saisie-arrêts sur salaires des grévistes mentionnaient bien avant 1976 son statut de société de prestations de services alors qu'en matière de prix, il y a infraction, sur le plan juridique, quelle que soit l'intention de commettre ou non un délit.

Les résidents ont fait appel de la décision qui vient en jugement aujourd'hui, mais à huis clos !

Personne ne se fait d'illusion sur le résultat de ce jugement, et surtout pas les résidents qui continuent à développer la grève et son organisation jusqu'à satisfaction de toutes leurs revendications et préparent de nouvelles actions de masse. D'ailleurs, aujourd'hui, 86 foyers sont en grève des loyers et 48 d'entre eux sont représentés à la coordination.

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

Derniers préparatifs

Nous avons peu parlé de la «salle Sémard». Son nom dit bien le thème abordé : il s'agit de «classe contre classe», mot d'ordre que le communiste Pierre Sémard élabora en 1928.

Les principaux axes de lutte des marxistes-léninistes dans la bataille classe contre classe, classe ouvrière contre classe capitaliste seront illustrés là : l'activité politique des marxistes-léninistes dans leurs entreprises, leur travail syndical à la CGT et à la CFDT, l'unité de classe des travailleurs français et immigrés, la solidarité ouvrière et populaire aux luttes. L'unité des ouvriers et des petits paysans sera présente, auprès d'un stand de «La Faucille», notamment par l'évocation de la lutte d'Orlac-Gilca près de Vienne.

Déjà, bon nombre de bilans de lutte sont prévus qui illustrent tel ou tel aspect : luttes à Orléans, Câbles de Lyon, Sidem, planchers-Bourge, cheminots Bordeaux, les luttes contre la Sonacotra et bien d'autres... En dernière minute, nous parvient que seront présentes des entreprises en lutte, comme le prisunic de Rennes... et c'est une excellente chose.

A la «table-librairie», de la salle, des brochures locales sur les différentes luttes : sidérurgie de l'Est et les licenciements récents à Usinor, Orlac-Gilca, Sidem, etc.

A 16 h et à 19 h, se tiendront les «temps forts» consacrés à différentes interventions orales sur les thèmes abordés. Un montage diapo sur les «planchers-Bourge» passera en continu.

Venez nombreux dans cette salle qui sera fort animée si l'on en juge par le nombre des participants prévus... et d'autres qui ont annoncé leur venue éventuelle, les LIP par exemple.

EN VRAC...

De bonnes nouvelles de la mobilisation. Il partira un car entier de Chelles avec des travailleurs de la Logirep, des foyers de Noisiel, de Toncy... Les vignettes se vendent bien aussi mais chacun n'a pas dit son dernier mot.

La troupe de théâtre de Batignolles-Nantes se produira en salle «Octobre 1917» à 19h 30. Son spectacle qui montre le procès d'ouvrières dure une heure environ.

Autres nouvelles : en salle Chou En-lai, consacrée à la lutte contre les deux superpuissances et l'impérialisme français, il y aura deux montages diapos, l'un général évoquant tous les aspects de notre ligne politique, l'autre, plus court, sur la lutte des pêcheurs bretons contre les châlutiers soviétiques.

En salle Bandoung, un film assez court sur la lutte au Timor est prévu.

D'ici le 6 novembre, il y aura encore du nouveau, d'autres projets de panneaux, montages diapos, interventions auront pu être réalisés à temps ; d'autres participations auront été acquises... Le mieux est de venir voir le 6 novembre à la Mutualité de 13 heures à 22 heures rue Saint-Victor — métro Maubert-Mutualité.

• CAT-Besançon

La lutte au centre d'aide par le travail

Nous publions ci-dessus de larges extraits d'une information que nous a envoyées la section CFDT du centre d'aide par le travail (CAT) de Besançon, en lutte depuis neuf mois contre la fermeture du centre.

«Le 24 février 1977, nous recevions nos lettres de licenciement. La DASS, la municipalité, le syndic liquidateur Jacquot (comme à LIP), les patrons, la police, la justice, tous se sont ligués contre les handicapés et les valides pour les jeter à la rue. Et aucune initiative ne vient racheter ce coup bas après 9 mois de fermeture.

Dès le début, les travailleurs ont occupé l'entreprise. Interventions, manifs, diverses initiatives comme par exemple une porte-ouverte se sont succédées. A cette époque, nous avions commencé à produire, mais sans suite... Au cours du 2e trimestre, des négociations avaient vu le jour. Un plan de relance en trois départements (CAT, Atelier protégé, centre de préformation) était soi-disant capable d'assurer la réouverture du CAT. Mais l'affaire du CAT à l'ordre du jour de la séance du Conseil municipal de Besançon n'a rien apporté. Sous la pression d'une bonne cinquantaine d'handicapés et valides, le projet bidon de relance a été repoussé...

Les vacances se sont écoulées. Le 8 septembre, une lettre envoyée à Colette, membre du Conseil d'administration du CAT, conseiller municipal socialiste, pour la reprise des négociations est restée sans réponse jusqu'à fin octobre.

Face à ce désintéressement total, à cette ignorance de la lutte de la part de toutes les autorités, face à cette volonté manifeste d'oublier, d'étouffer, d'isoler notre lutte, il est urgent de manifester une riposte importante. Le 2 septembre comme première réponse à l'immobilisme, une assemblée générale d'une centaine de personnes décidait la reprise de la production.

Pour assurer un complément de salaires aux handicapés qui travaillent, pour aussi subvenir aux besoins du personnel d'encadrement en cas de suppression des Assedic.

Il faut rappeler que les handicapés touchent 75 % du SMIC comme indemnités de chômage, l'encadrement bénéficie du régime normal.

Depuis la mi-septembre, à l'école des LIP, nous vendons notre production. C'est un moyen d'assurer un salaire décent pour tous, moyen de pression.

En soutien à notre lutte, un comité s'est créé à Dijon au cours du printemps 77 et nous avons participé à un meeting de solidarité où nous avons pu exposer nos problèmes... ainsi qu'à un autre meeting de solidarité à Belfort, et à la fête de la CFDT à Dijon».

Vient ensuite un rappel de la lutte menée au CAT les Korrigans près de Nice contre «une direction que l'ont peut dire de type fasciste» et qui a été «provisoirement suspendue de ses fonctions». Nous avons relaté cette lutte dans nos colonnes.

«Au CAT de Besançon comme à celui de Nice, le but est le même : vaincre d'abord l'isolement dont nous sommes les victimes. Des problèmes spécifiques se posent, mais d'autres se recoupent : droit à l'emploi, droit à des salaires décents, droit à être considéré comme de véritables travailleurs, dénonciation de la loi dite en faveur des handicapés (...) C'est une loi de classe, au service de la bourgeoisie. Elle est en accord total avec le plan Barre : fermeture, compression de personnel, restriction de crédit. Elle condamne les handicapés à être des exclus perpétuels (...) On veut nous sous-payer (des salaires en moyenne de 50 à 400 F dans la plupart des CAT) on veut nous imposer des conditions de travail sous-humains.

«En aucun cas, nous ne pouvons accepter une loi qui vient à l'encontre des droits fondamentaux des travailleurs nous rejetons le mensonge et l'hypocrisie d'une loi antiouvrière..

ABROGATION DE LA LOI D'ORIENTATION DITE EN FAVEUR DES HANDICAPÉS !

Camarades, soutenez la lutte des centres d'Aide par le travail !

Pour toute correspondance : section syndicale CFDT du CAT - 3, rue Champrond - 25000 Besançon.

A propos de Dubigeon

Que faut-il faire pour vaincre?

Après huit semaines de grève, les travailleurs de Dubigeon n'ont encore rien obtenu. Au prix de manœuvres du bureau départemental des métaux CFDT, un vote sur la reprise a été organisé : 700 grévistes seulement (sur plus de 2 000) y ont participé. Au vu des résultats de cette «consultation», les responsables de la CFDT annoncent qu'ils se retirent du mouvement et préparent la reprise. Ceux de la CGT qui, tout au long, ont saboté mobilisation et initiatives, font maintenant à peu de frais leur petit morceau de bravoure : ils continuent ! Quand il viendra le 19 novembre à Nantes, Marchais pourra au moins faire un beau discours !

C'est de part et d'autre le sabotage d'une lutte que les travailleurs avaient déclenchée eux-mêmes avec détermination et conscience de l'enjeu, pour leur emploi et leurs conditions de travail, mais aussi pour toute la classe ouvrière de la région.

Ils avaient magnifiquement fait échec aux manœuvres du patron et de sa poignée de jaunes et ils ont déjà tenu huit semaines : voilà qui donne la mesure de leur volonté de lutte !

Cette combativité, cette volonté de lutte, fortes ici comme chez la grande masse des travailleurs, risquent pourtant de succomber ici comme dans la sidérurgie. Et chaque fois le patronat en profite, pour infliger de nouveaux coups aux travailleurs : on en parle déjà sur la place de Nantes.

Mais que faut-il donc pour vaincre ?

Le succès dépend avant tout du rapport de force que les travailleurs sont en mesure d'établir face aux patrons. Et ce rapport dépend de la mobilisation des travailleurs de l'entreprise et plus largement de la ferme orientation classe contre classe du mouvement (face aux jaunes, face paux patrons et à la légalité bourgeoise) et de l'unité des travailleurs sur cette base.

La première condition pour cela, c'est bien sûr la volonté de lutte des travailleurs : nous avons vu qu'elle ne manquait pas !

Mais encore faut-il que la direction de la lutte sache et veuille transformer cette volonté en actes, veuille réellement conduire la lutte à la victoire, se donne et donne aux travailleurs les moyens de leur unité, de leur mobilisation, c'est à dire organise la démocratie prolétarienne, l'initiative des larges masses : il faut en un mot, qu'elle soit sur de fermes position classe contre classe.

Nous disons que cette condition là n'a pas été remplie à Dubigeon : quiconque a assisté aux AG du matin sait que les travailleurs n'y trouvaient ni les moyens d'exprimer leur point de vue sur la conduite de leur grève, ni d'en décider ; pas plus dans les commissions.

Quant à la direction : l'intersyndicale, côté CGT comme CFDT, elle est (à Dubigeon comme dans bien des cas) sous l'influence des lignes des partis bourgeois de «gauche» et de leurs disputes et non sur de fermes positions de classe, animée de la volonté de vaincre par la lutte.

Certes, ni la démocratie prolétarienne, ni la volonté de vaincre, ni de fermes positions de classe de la direction ne sont d'absolues garanties de succès : elles en sont des conditions nécessaires et permettent aux travailleurs de s'éduquer dans la lutte, d'en tirer des leçons et de s'armer mieux pour la suivante.

Nous avons posé dès le début la question de la direction de la lutte, du terrain sur lequel elle pouvait vaincre. Tant qu'à la direction de la lutte ne domine pas l'orientation classe contre classe, si forte soit la combativité, la volonté des travailleurs, ils subissent des échecs.

C'est pourquoi nous disons : il nous faut des syndicats indépendants des partis bourgeois ; la lutte doit se développer en profondeur dans ce sens : c'est la condition, non seulement pour que soit victorieuse la révolution demain, mais pour que dès aujourd'hui, des travailleurs puissent faire échec aux licenciements, à la dégradation des salaires et des conditions de travail que leur infligent les patrons.

• Jupiter à Denain (Nord)

Les ouvrières occupent leur usine contre les licenciements

Jupiter est un groupe fabriquant des imperméables.

A Caudry, il y a un atelier de coupe et de finition (328 personnes)

A Denain, c'est un atelier de fabrication où l'on reçoit les morceaux coupés et où les assemble (87 personnes) Depuis mai 76 la société est en réglement judiciaire. Deux groupes belges sont en prise pour racheter la firme. L'un de ces groupes, Raineurop, veut racheter la firme Jupiter.

Les conditions de rachat:
– Disparition de l'atelier de Denain
– 50 licenciements à Caudry surtout dans les services administratifs
– 11 licenciements à Paris.

Il faut savoir que le PDG de Jupiter est un important actionnaire de Raineurop..!

En bref, les trusts capitalistes, pour être plus compétitifs, veulent restructurer en réduisant le personnel e et tout cela dans leur dos, il y a longtemps qu'il n'y a plus de négociations avec le personnel.

Vendredi soir,21 octobre, juste avant le week-end, les ouvrières apprennent qu'elles vont être licenciées.

Dès samedi elles réagissent en organisant un défilé dans les rues de la ville.

Depuis elles occupent et sont en grève illimitée.

Pour le moment les ouvrières veulent protéger le stock de vêtements actuellement dans l'usine. Mais elles sont décidées à lutter jusqu'au bout contre tout licenciement, et remettre les machines en route si nécessaire. Les ouvrières occupent massivement par poste. Seul l'encadrement n'est pas là... Et comme par hasard, au moment de la liquidation de l'usine , le directeur prend sa retraite anticipée !

Les licenciements ce n'est pas pour tout le monde.

Cooreponsdant HR

• Roth-Frères Srasbourg

Contre la repression à Roth

En juin dernier, les travailleurs de Roth frères à Strasbourg, se sont mis en grève durant 17 jours pour obtenir les revendications suivantes : 300 F d'augmentation pour tous, un 13e mois, de meilleures conditions d'hygiène, l'organisation de véritables élections de délégués du personnel.

Dans cette usine, fabrique de caoutchouc mousse, travaillent environ 1 200 personnes, dont 90 immigrés et les conditions de travail sont réputées pour être très dures et souvent dangereuses : température à 45 degrés près des fours, danger d'intoxication très important.

Après cette grève, les ouvriers étaient forts de leur unité et de leur détermination ; ils remportèrent une victoire, matérielle tout d'abord (150 F d'augmentation, une partie du 13e mois, la reconnaissance de leur section CFDT, l'amélioration des conditions de travail), mais surtout une victoire morale : ni l'intervention brutale des CRS, ni le chantage à la fermeture ne les ont, à l'époque, dissuadés de lutter.

Cependant, le patron a saisi l'occasion de la coupure des vacances pour s'organiser et préparer son plan pour réprimer les travailleurs les plus combatifs : licenciements pour retour de vacances tardifs, multiplication des provocations des chefs à l'encontre des délégués... et les travailleurs déclenchent une nouvelle grève : aussitôt, 15 licenciements pour «faute grave» interviennent prétextant des violences de la part des ouvriers.

Or, le patron poursuit son entreprise de répression : il arme une milice (casques et barres de fer), il fait aussi intervenir les flics. Sous cette double menace, les ouvriers sont obligés de reprendre le travail en passant entre deux drapeaux tricolores... Dans l'usine, les chefs organisent la chasse aux travailleurs combatifs et de nouveaux licenciements interviennent. Ils viennent trouver les ouvriers et leur disent de prendre la carte FO s'ils ne veulent pas être licenciés.

Il est absolument nécessaire qu'un grand courant de solidarité se crée autour des licenciés et pour soutenir ceux qui sont encore dans l'usine et qui sont soumis à ce régime de répression fasciste.

Nous devons nous mobiliser pour soutenir concrètement les licenciés de Roth. Cela signifie d'abord informer autour de nous de ce qui s'est passé chez Roth. Mais également, participer ou organiser des collectes pour les licenciés qui n'ont droit à aucune indemnité.

C'est dans ce but que s'est constitué le Comité de solidarité contre la répression à Roth pour exiger :
– la réintégration de tous les licenciés.
– la dissolution de la milice fasciste.
– le respect de l'accord de juin.
– le respect du droit d'organisation et de grève.

Cet article nous a été envoyé par le Comité de solidarité contre la répression à Roth. Pour toute correspondance, on peut s'adresser à :
Ch. Degatier BP 133 - 67025 Strasbourg Cédex.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépot légal : 4e trimestre 1977